

Les Organisations Syndicales de l'éducation

FESEB - F-SYNTER - SNEA-B - SNEP - SNESS - SPESS - SYNAPAGER -
SYNATEB - SYNTAS

MESSAGE AUX MINISTRES EN CHARGE DE L'EDUCATION

Messieurs les ministres en charge de l'éducation et de la formation professionnelle, En ce début d'année scolaire 2016-2017, et à la faveur de la célébration de la journée mondiale des enseignants, la Coordination des syndicats de l'éducation a décidé non pas d'organiser des réjouissances comme cela s'observe ailleurs, mais une action de protestation se matérialisant principalement par une marche des personnels pour vous soumettre les préoccupations de ses membres, que du reste vous n'ignorez pas.

En tant qu'interlocuteurs gouvernementaux directs de nos organisations syndicales, vous êtes bien placés pour mesurer l'ampleur de la dégradation des conditions de vie et de travail ainsi que le désarroi des travailleurs de ce secteur. En effet, depuis l'entrée du Burkina Faso dans le cycle infernal des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), le système éducatif a amorcé une descente aux enfers qui ne semble pas prêt de prendre fin. Si des progrès quantitatifs liés à l'accès, qu'on peut apprécier diversement selon les différents niveaux d'enseignement, ont pu être enregistrés, des reculs considérables ont été constatés sur les différents plans suivants : qualité de l'enseignement, insuffisance ou absence d'infrastructures et d'équipements pédagogiques, suppression de certaines aides (bourses et internats) aux élèves, recrutement de personnels en situation de précarité et inexistence quasi-totale de formation des enseignants à certains niveaux ; traitements salariaux et moraux extrêmement dévalorisants notamment par l'adoption et la mise en œuvre de la loi 081 portant statut général de la fonction publique avec ses classifications catégorielles et reversements aberrants; création de nombreuses sources de recettes dans les écoles, établissements et universités publiques ; mauvaise gestion non sanctionnée de ces ressources qui sont les fruits des sacrifices des parents, développement exponentiel de l'enseignement privé qui selon les estimations de la banque mondiale représente plus de 40% des investissements dans le secteur de l'éducation alors que 43% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, etc. **Cette situation chaotique est la conséquence du désengagement de l'Etat des secteurs sociaux dont celui de l'éducation, marqué par un budget total pour**

l'ensemble du secteur éducatif se situant autour de 16%, alors même que les infrastructures physiques, les personnels sont les plus nombreux dans le dispositif matériel et des ressources humaines de l'Etat. En effet, le système éducatif, ce sont des milliers d'écoles, des centaines d'établissements, des dizaines de structures des universités. Ce dispositif animé par plus de la moitié des agents publics accueille des milliers d'enfants préscolarisés, des millions d'écoliers, des centaines de milliers d'élèves du secondaire et des dizaines de milliers d'étudiants. Les 16 % du budget alloués à un secteur aussi étendu sont une négation claire du statut de priorité nationale dont il est pompeusement affublé par la loi d'orientation de l'éducation ainsi que dans les discours officiels.

Il est indéniable que les nombreuses luttes des syndicats de l'éducation ont conduit à des actions du gouvernement dont on peut citer les états généraux de l'éducation tenus en 1994, la refondation de l'université en 2000, les assises nationales de l'éducation tenues en 2002, l'adoption d'un programme décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB) en 2001, une réforme du système éducatif engagée depuis 2007 et les assises nationales de l'enseignement supérieur tenues en Juin 2013, pour ne citer que les plus importantes. Les réformes qui font tristement l'actualité sont, d'une part, la mise en œuvre chaotique du continuum éducatif caractérisé par des déficits en infrastructures, équipements et personnels dont l'ampleur permet de parler d'une catastrophe éducative, et d'autre part, le système LMD qui chasse des universités publiques des milliers d'enfants du peuple. Si l'on considère que ces différentes actions ont eu pour but de résoudre les problèmes de ce grand secteur de l'Etat, on ne peut qu'être profondément préoccupé par la crise structurelle qui continue à le tenailler, avec des contreperformances inquiétantes : le faible taux d'alphabétisation et les faibles taux d'accès particulièrement au préscolaire, moins de 3%, au post-primaire secondaire, environs 11%, au supérieur (environs 3%) ; de faibles taux de succès situés en moyenne entre 50 et 70% pour le CEP, entre 25 et 50% pour le BEPC et entre 20 et 40% pour le Bac ; au supérieur les taux d'échec avoisinent dans certaines filières plus de 90%.

Dans une telle situation de faillite, la condition enseignante ne peut qu'être désastreuse, avec des salaires dérisoires, une dévalorisation de la fonction, des conditions de travail lamentables (banalisation et généralisation des effectifs pléthoriques, peu ou pas d'équipements, horaires de travail démentiels) accentuées par la situation des écoliers, des élèves et des étudiants affamés et laissés à eux-mêmes, quasiment sans aucun soutien de l'Etat, y compris aux plus démunis comme les orphelins et les enfants des indigents.

C'est las de porter quasiment seuls le fardeau d'une école dont ils ne sont pourtant pas les seuls bénéficiaires que les personnels de l'éducation à travers leurs organisations de lutte, décident d'unir leurs efforts pour interpeller encore une fois le gouvernement en tant que principal responsable du système éducatif et par-delà, de l'ensemble de la société burkinabè.

Messieurs les Ministres en charge de l'éducation ;

Nous sommes convaincus que la situation actuelle du système éducatif n'est pas une fatalité, c'est la raison d'être de la plate-forme revendicative minimale en 11 points adressée au gouvernement depuis quatre ans et axée sur la question du statut, des revenus des personnels, des conditions de travail des acteurs, de la qualité de l'éducation. Cette plateforme est en voie d'actualisation et vous sera transmise incessamment.

Au moment où le nouveau gouvernement issu des élections de Novembre 2015 est engagé dans une démarche de remise en cause des acquis comme la fin des recrutements de personnels précaires depuis les années 90, la fermeture en cours des CEBNF, l'examen sérieux de la plate-forme permettra d'éviter des turbulences inutiles à un système éducatif déjà mal en point.

Veuillez agréer Messieurs les Ministres l'expression de notre haute considération.

Ont signé :

FESEB

F-SYNTER

SNEA-B

Pascal DABAL

Mamadou BARRO

Séma BLEGNE

SNEP

SNESS

SPESS

Boubacar ZIDA

Samuel DEMBELE

Arouna LANKOANDE

SYNAPAGER

SYNATEB

SYNTAS

Apollinaire KABORE

Tahirou TRAORE

Victor HIEN